Pays-Bas : Geert Wilders contre l'islamisation

11/09/2001 à 19h52

> ***Vous serez peut-être surpris des nombreuses infos que nous vous donnons sur les Pays-Bas. Malgré les différence entre nos deux pays – ne serait-ce que par la taille – les Pays-Bas sont à la pointe (avec le Danemark) du combat pour la sauvegarde de leur identité et contre l'islamisation de la société. Les meurtres de Pim Fortuyn et de Théo Van Gogh, le militantisme inlassable de Ayaan Hirsi Ali n'y sont pas étrangers.***
>
> ***Nous ne savons pas si les débats et les événements qui s'y déroulent peuvent préfigurer ce qui se passera en France,*** *mais il nous semble essentiel de les observer et des communiquer aux lecteurs francophones*

Les origines de l'affaire

A la suite de l'agression d'Ehsan Jami, fondateur d'un comité de soutien aux apostats musulmans, le député néerlandais Geert Wilders, chef du Parti pour la liberté, veut interdire le Coran aux Pays-Bas: ce *"livre fasciste"* n'a pas sa place dans "notre Etat de droit" dit-il. Dans sa lettre ouverte intitulée *"Trop c'est trop: interdisez le Coran"*, le député compare ce livre à Mein Kampf, et estime qu'il doit être interdit, y compris dans les mosquées.

Geert Wilders rejette l'idée d'un Islam modéré, expliquant que plusieurs sourates du Coran *"appellent les Musulmans à soumettre, poursuivre, tuer (les juifs, chrétiens, non-croyants), à violer les femmes et à imposer un Etat musulman"*.

"J'en ai assez de l'Islam aux Pays-Bas: plus de nouveaux immigrants musulmans. J'en ai assez des prières à Allah et

Mohammed aux Pays-Bas: plus de nouvelles mosquées. J'en ai assez du Coran aux Pays-Bas: interdisez ce livre fasciste", demande le parlementaire à ses collègues.

Le gouvernement néerlandais a critiqué ces propos, estimant qu'ils étaient *"offensants pour la grande majorité des Musulmans aux Pays-Bas"*

Geert Wilders élu Homme Politique de l'année aux Pays bas

A la suite de deux sondages séparés, l'un auprès de la presse parlementaire, l'autre auprès du public, Geert Wilders est arrivé en deuxième position dans les deux, ce qui fait de lui le gagnant de cette consultation. (1) – (2)

Wilders, régulièrement traîné dans la boue par les médias conventionnels pour ses idées populistes, xénophobes ou d' "extrême-droite", est l'un des plus ardents opposants de l'islamisation de l'Europe.

En 2007, il a entre autres :
• proposé une motion (refusée) au Parlement pour l'arrêt de l'immigration musulmane en Hollande.
• demandé l'interdiction du coran aux Pays-Bas, le jugeant comme un livre fasciste
• demandé la fermeture des écoles musulmanes.
• demandé l'interdiction de la burqa en Hollande.
• dénoncé le "tsunami de l'islamisation".
Toutes les sources à consulter ici

Geert Wilders travaille à un film contre l'islam

Le député néerlandais Geert Wilders, chef du parti

d’extrême droite PVV, travaille à la réalisation d’un film contre l’islam, provoquant l’inquiétude du gouvernement de La Haye, a-t-on appris mercredi.

Dans la presse néerlandaise, le député à confirmé qu’il réalise un film destiné à démontrer que le Coran est “un livre affreux et fasciste” qui pousse les gens à des “actes terribles”.

Effervescence avant la diffusion du film de Geert Wilders

Extrait du Monde du 14 janvier :
La tension gagne les Pays-Bas avant la diffusion du film que Geert Wilders, leader du Parti pour la liberté (PVV) a consacré à l’islam. Dans le pays, toute allusion au Coran enflamme les esprits, surtout quand elle vient d’un homme qui a plaidé récemment pour l’interdiction de ce livre.

M. Wilders dit seulement que son film devrait “susciter des remous”. Il affirme vouloir ouvrir les yeux de ses concitoyens sur des “*éléments misérables*” du Coran et invite les musulmans à “*savoir encaisser, pour une fois*“. Des journaux croient savoir qu’il dénoncerait des aspects “violents et fascistes” de la religion musulmane.

Le gouvernement craint que le film engendre des incidents aux Pays-Bas et dans d’autres pays. La Haye a averti ses ambassades. Des diplomates néerlandais disent redouter que la diffusion d’un film provocateur suscite au Moyen-Orient des réactions plus vives encore que lors de l’affaire des caricatures danoises.

Le syndicat patronal redoute des conséquences économiques et un boycott des produits néerlandais. La police redoute, quant à elle, que le film suscite des violences. Dans les mosquées de quartiers réputés “sensibles”, comme celui du Slotervaart,

à Amsterdam, des imams affirment être obligés de calmer les esprits.

La protection dont bénéficie M. Wilders depuis quelques années a été considérablement renforcée. Les autorités n'ont pas oublié que c'est sans doute le film Submission, consacré à la place de la femme dans la religion musulmane, qui a entraîné l'assassinat de son réalisateur, Theo Van Gogh, en 2004. Le cinéaste avait été égorgé en pleine rue par un islamiste radical. Lire l'article intégral

---

Affaire Geert Wilders : l'Iran menace les Pays-Bas

Le climat devient extrêmement rock-n'-roll aux Pays-Bas autour du petit film sur l'islam que Geert Wilders, l'influent leader du parti de droite PVV (et élu homme politique de l'année 2007), serait sur le point de publier.

C'est aujourd'hui l'Iran qui entre en scène. Le président de la commission parlementaire des affaires étrangères et de la sécurité iranienne a averti que l'Iran ne tolérerait pas que l'islam soit insulté, et que les musulmans *(sous-entendu ceux présents aux Pays-Bas et en Europe)* ne toléreraient pas la moindre insulte à l'égard de l'islam. L'Iran exige que les Pays-Bas interdisent le film et menacent de rompre les relations avec les Pays-Bas dans le cas contraire. (source)

Mots clés : *chantage – intimidation – pression – menace – avertissement – ultimatum – ingérence – intrusion*

Geert Wilders menacé d'expulsion

Le "Coordinateur de l'anti-terrorisme" aux Pays-Bas a

menacé le député Geert Wilders d'être expulsé du pays s'il publiait son film de 10 minutes sur l'islam. Le Premier Ministre a parlé quant à lui de la "crise que risquait le pays". Les ministres de l'interieur et des affaires etrangères néerlandais ont parlé des conséquences pour la sécurité, à la fois dans le pays et hors des frontières. (source) *Les débuts de l'affaire : (1)– (2)*

Dans un pays européen "démocratique", dans l'un des états les plus modernes et les plus "libéraux" de la planète, où la "liberté d'expression" et la "tolérance" sont censées régner, nous assistons donc aujourd'hui à une série de menaces, d'intimidations et de pressions de la part des plus hautes autorités de l'état sur un député élu.
L'affaire s'est internationalisée avec l'entrée en lice de l'Iran qui a également meancé les Pays-Bas. La seule et unique origine de cette affaire est toujours la même : l'islam et l'immigration musulmane.

---

la Turquie entre en scène

Des organisations turques se mobilisent et en appellent désormais à l'ONU pour prendre des mesures contre la future diffusion du film de Geert Wilders sur l'islam. Ils demandent au secrétaire général des Nations Unies d'interdire la diffusion du film qui "*insulte le caractère sacré du coran*". (source)

«La Hollande est gouvernée par la peur de l'islam»

Un article du Télégraph (comparable au Figaro) fait le point :

Geert Wilders a reculé de plusieurs semaines la diffusion de son film sur l'islam. Sa sortie était prévue le 25 janvier et la police néerlandaise se préparait à une semaine d'émeutes. Le gouvernement avait averti M. Wilders qu'il devrait quitter le pays.

« Si j'avais annoncé que je préparais un film sur le caractère fasciste de la Bible, y aurait-il euune réunion de crise des forces de sécurité en Hollande ? Aurais-je reçu autant de menaces de mort ? Bien sur que non ! » a déclaré Wilders dans le journal Volkskrant.

Le parlement iranien a averti les Pays-Bas que si le film était diffusé, il y aurait des répercussions considérables dans le monde entier de la part des musulmans. Afin d'apaiser les tensions, le gouvernement hollandais va annoncer qu'il ne mettra pas en place son projet dinterdiction de la burqa dans le pays. (source)

Les «marocains» font pression sur le gouvernement

Geert Wilders a repoussé la publication de son film sur l'islam au mois de mars. Alors que personne ne connait encore son contenu réel, les associations marocaines des Pays-Bas demandent que la justice poursuive Geert Wilders pour "discrimination envers les musulmans". Si le ministère de la justice refusait, les assocations menacent de faire pression sur le procureur général pour le forcer à intenter un procès.

«Les Pays-Bas ne sont pas que le pays de M. Wilders" déclare le président du Conseil National des Marocains [aux Pays-Bas ?!?!!?], *c'est également le pays de nombreux musulmans. Tout ce qui affecte les Pays-Bas nous affecte également.»* Un dirigeant des forces de police se déclare surpris du tohu-bohu général à propos d'un film que personne n'a vu et qui n'est

pas encore fini.(source).

• *Noter l'insistance de ces associations pour se définir encore et toujours comme "marocaines", preuve s'il en est de l'ardent désir d'affirmer leur "identité". On ne leur reprochera pas, mais qu'un symptôme aussi visible n'éveille aucun questionnement aux Pays-Bas ou ailleurs, là est bien le problème.*

Réunion de crise aux Pays-Bas

Le 25 janvier, le gouvernement des Pays-Bas a tenu des réunions de crise pour coordonner une réponse à un film anti-Islam que le député Geert Wilders a annoncé réaliser.

Le quotidien De Volkskrant et la chaîne RTL-news assurent que les Pays-Bas sont prêts à une éventuelle évacuation de leurs ambassades et de leurs ressortissants au Moyen-Orient. La Haye redoute une répétition de l'affaire des caricatures de Mahomet. Les manifestations de protestation avaient fait une centaine de morts, des ambassades danoises avaient été attaquées et des entreprises danoises boycottées. *"Tout le monde s'excite (sur ce film), ce qui me prouve que je dois continuer"*, a déclaré M. Wilders au magazine HP/De Tijd.(source)